



Commission Inclusion
Sociale, Démocratie
Participative et Droits
Humains de CGLU

Villes pour les Droits Humains et le Droit à la Ville

« Stratégies globales pour des villes et des territoires de droits »

Réunion organisée par la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU et la Ville de Madrid dans le cadre du Bureau Exécutif de CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis)

Mardi 18 Avril | 11h00 – 13h30 Lieu: Patio de Cristales, [Plaza de la Villa 5.](#)

Vous pouvez suivre l'événement en direct sur le compte Twitter [@uclg_cisdp](#) et les hashtags [#MadridconDerechos](#) et [#Right2City](#)

Présentation

Dans [son dernier rapport](#), Amnesty International dénonce un « recul global » des droits humains dans le monde. En effet, nombreux sont les gouvernements nationaux qui violent leurs obligations au regard des conventions internationales pour la protection des droits humains. Le système multilatéral de l'après-guerre semble être incapable d'assurer la paix, la sécurité et les droits affirmés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Recul des droits et des libertés au nom de politiques sécuritaires fondées sur la peur, mesures xénophobes promues par certains États, violations du droit d'asile et racisme institutionnel... le principe d'universalité des droits humains se trouve clairement menacé et, partant, les systèmes démocratiques sont en danger.

En outre, la généralisation des politiques d'austérité et d'ajustement structurel après de la crise financière de 2008 ont eu un impact très négatif sur la garantie des droits économiques, sociaux et culturels. Ainsi, ces dernières années, les inégalités ont augmenté dans le monde entier. Dans ce cadre, les finances locales sont utilisées comme des outils d'ajustement des politiques d'austérité des gouvernements, faisant de l'espace urbain un marché d'opportunités immobilières et une source de spéculation. Loin de garantir le droit à la ville des habitantes et habitants, ces phénomènes créent des conditions qui favorisent l'exclusion socio-spatiale.

Ainsi, face aux murs de ségrégation socio-spatiale, aux murs de xénophobie et d'apartheid qui se dressent ces dernières années, de gouvernements locaux et régionaux à travers le monde, au côté de leurs citoyens, ont affirmé leur volonté de faire de leurs villes et territoires des espaces de respect des droits.

En effet, c'est dans l'environnement quotidien des personnes que les droits prennent la signification la plus concrète. Dans ce sens, des gouvernements locaux comme la Ville de Madrid qui a adopté un [plan stratégique pour les droits humains](#), cherchent à promouvoir l'approche par les droits dans son action publique comme un moyen de garantir le droit à la ville de toute la population, sans discrimination.

Plus que jamais, la mobilisation et le travail en réseau transnational des collectivités locales engagées pour les droits est nécessaire afin d'échanger des expériences et de faire avancer les droits au niveau mondial.

Depuis dix ans, la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU articule ces initiatives locales, afin de contribuer à un monde durable, de justice et de paix. Ainsi, la commission promeut-elle le droit à la ville, afin que les villes et les territoires soient conçus comme des biens communs, vécus, créés et utilisés par leurs habitants sur un pied d'égalité. Le travail de la CISDPDH est fondé sur des outils tels que la [Charte-Agenda Mondiale des Droits Humains dans la Ville](#), et s'appuie sur un travail en réseau, l'organisation de séminaires d'échanges d'expériences et des actions de plaidoyer, en collaboration avec la société civile et le secteur universitaire.

Programme

1. [11 – 11h30] **Introduction et présentations** – Patrick Braouezec – Mauricio Valiente
1. [11h30 – 12h15] **Face aux menaces globales, quelles stratégies locales pour garantir les droits humains** | Introduction de **Michel Forst**, Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la situation des Défenseurs des Droits, **Mauricio Valiente**, Adjoint à la Maire de Madrid, délégué aux droits humains, **Rosario Ortiz**, Responsable de la coordination du mécanismes de Suivi et d'évaluation du Programme de Droits Humains de la Ville de Mexico, **Daniel Martinez**, Maire de Montevideo et **Pam McConnell**, Adjointe à l'Equité Sociale de Toronto.

Perspectives des territoires représentés et discussion sur les questions suivantes:

- a. *Comment renforcer la voix commune des territoires pour les droits humains?*
 - b. *Quels espaces d'articulation entre le niveau local et mondial et avec la société civile?*
 - c. *Quels mécanismes d'interpellation cordonnée pour défendre les droits humains, la démocratie locale et leurs défenseurs?*
2. [12h15 – 13h30] **Après le Sommet Habitat III et le Congrès de Bogota**, quels mécanismes de mise en œuvre et de suivi du droit à la ville, dans le cadre des activités de la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains :
 - a. **Présentation du Rapport de Suivi 2016 de la CISDPDH**
Patrick Braouezec (Plaine Commune), Victor Zapata (Ville de Mexico) et Kim SOO A (Ville de Gwangju)
 - b. **Stratégies 2017-2020 et présentation du plan d'action 2017**

Marc Serra (Ville de Barcelone) et Aurore Brachet (Département de Seine-Saint-Denis)

Cette réunion est ouverte au public. Des organisations de défense des droits humains locales ont été invitées à y prendre part.

Participants/es confirmées

Ville de Madrid Mauricio Valiente, Troisième Adjoint au Maire, Conseiller Municipal sur Droits Humains et Mémoire ; Enrique López Cáceres, Directeur de cabinet du Troisième Adjoint au Maire ; Txema Urquijo, Directeur du Bureau des Droits Humains et de la Mémoire ; et María Naredo, Coordinatrice du Plan Stratégique des Droits Humains.

Ville de Barcelone Marc Serra, collaborateur de Jaume Asens, Troisième Adjoint au Maire des Droits Citoyennes et Interculturalité

Territoire de Plaine Commune Patrick Braouezec, Président, Antonio Aniesa, Collaborateur.

Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis Aurore Brachet, Responsable de la Citoyenneté Globale

Ville Métropolitaine de Gwangju Kim SOO A, Directrice des Droits Humains

Ville de Mexico, Cuauhtémoc Cárdenas Solórzano, Coordinateur Général des Affaires Internationales, Víctor García-Zapata Orozco, Directeur Général de la Coopération Internationale, Rosario Ortíz Magallón, Secrétaire Exécutive du Mécanisme de Suivi et d’Evaluation du Programme des Droits Humains de la Ville de México.

Ville de Montevideo, Daniel Martínez, Maire, Co-Président du Réseau UNESCO des Villes contre le Racisme -ICCAR.

Ville de Toronto, Pam McConnell, Adjointe à l'Equité Sociale

Ville de Rivas-Vaciamadrid, Pedro del Cura, Maire

Ville de Ciempozuelos, María Jesús Alonso, Maire

Michel Forst, Rapporteur spécial sur la situation des Défenseurs des Droits de l'Homme des Nations Unies